

Consultation publique de l'ARCEP

Attribution de fréquences de la bande 3410 – 3460 MHz pour le très haut débit radio en France Métropolitaine

Réponse de l'AVICCA

A titre liminaire, l'AVICCA se réjouit de la décision, même tardive, de l'Autorité de mobiliser les fréquences radio pour servir l'aménagement numérique du territoire ; de plus, cette mobilisation semble se faire dans un cadre prenant cette fois en compte certaines spécificités de l'action publique, nonobstant certaines limites, précautions à prendre ou dispositif à amender.

L'AVICCA note également que la largeur du spectre radio proposé pour l'aménagement numérique du territoire rend techniquement possible la mise à disposition auprès des populations concernées d'un service de très haut débit (> 30 Mbit/s en voie descendante et sans limitation de volume d'échanges).

Il incombe désormais au régulateur d'adapter le dispositif prévu, d'en sécuriser au mieux l'attribution aux seuls acteurs ayant de réelles velléités d'apporter un service THD radio fixe aux territoires, afin de ne pas renouveler l'expérience des licences WiMax. Il incombe enfin au régulateur de proposer un dispositif fluide et le plus rapidement opérationnel afin de ne pas différer plus encore ces déploiements attendus, voire déjà engagés.

Disponibilité temporelle et spatiale des fréquences

La plage de 3410 - 3460 MHz semble devoir être actuellement partiellement attribuée au Ministère de l'intérieur et/ou libérable après un travail de réaménagement.

L'AVICCA s'inquiète de cette situation et craint qu'elle ait un double effet négatif :

- Retarder une nouvelle fois les projets des collectivités, ce qui conduirait à l'échec probable de toute action en la matière,
- Dissuader des collectivités d'opter pour une solution de type THD radio.

L'AVICCA souhaite connaître dans les plus brefs délais la disponibilité des fréquences de la bande 3410 - 3460 MHz territoire par territoire.

La migration dans une partie de la bande 3410-3460 MHz, aujourd'hui partiellement utilisée par le Ministère de l'Intérieur (33 départements, bande 3452 - 3460 MHz) devrait être possible avant la migration de ces liaisons fixes point à point dans une autre bande. L'AVICCA demande à l'ARCEP de définir les conditions de coexistence entre les réseaux déployés par les collectivités dans la bande 3410-3460 MHz avec les liaisons point à point du Ministère de l'Intérieur, et d'annexer ces conditions aux licences attribuées aux RIP.

S'agissant des collectivités qui disposent déjà de réseaux radio de type WiMax qui devront migrer vers le LTE, l'AVICCA souhaite que le régime de mise à disposition des fréquences prévoie les dispositions nécessaires pour permettre de bénéficier, durant une période de transition limitée dans le temps, de 60 Mhz.

De manière générale, l'ARCEP devrait fournir une information claire, complète, facilement accessible et mise à jour de façon à pouvoir suivre le processus de migration sur l'ensemble de

la bande 3400-3600 MHz, la disponibilité des fréquences par département, ainsi que le planning prévisionnel de ces migrations.

Ceci permettra la prédictibilité de la disponibilité de la bande 3400-3600 MHz afin de favoriser les investissements et d'assurer le succès aussi bien du THD radio pour les services d'internet fixe que la 5G.

S'agissant de la durée des autorisations, l'AVICCA considère comme étant adapté le dispositif devant permettre de veiller à ce qu'un bénéficiaire d'une fréquence soit en capacité, techniquement et financièrement, de faire face aux obligations attachées à l'attribution. Il convient cependant de s'assurer que la mise en œuvre du constat et la réattribution puissent se faire dans les délais les plus brefs.

Limitation d'implantation et/ou de couverture via ces fréquences

S'agissant de l'implantation des relais, il convient de ne pas exclure de telles implantations en zone AMII voire en ZTD :

- De nombreux déploiements se feront par modernisation de réseaux dont l'architecture préexistait aux zones AMII ; il convient de réaliser ces modernisations au moindre coût et donc de ne pas interdire la modernisation de BTS aujourd'hui situées en zone AMII ;
- La zone AMII est à ce jour très minoritairement déployée en FttH s'agissant des locaux raccordables ; il semble de moins en moins envisageable qu'une couverture à 100% de locaux raccordables de cette zone soit effective fin 2020 ; de fait, il n'est pas exclu qu'à l'horizon 2020, un très grand nombre de locaux ne puissent disposer de la fibre, et qu'une solution transitoire puisse être proposée, comme dans le cadre de l'objectif 2020 fixé par le Président de la République ;
- Certaines zones AMII sont limitées à une commune urbaine située au milieu d'un secteur rural à couvrir en BLR ; or bien souvent, les points hauts à disposition sont situés dans cette commune urbaine. Ainsi, à titre d'illustration, la BTS WiMax couvrant une dizaine de communes hors zone AMII autour de Coulommiers (commune AMII) est implantée sur le château d'eau de Coulommiers ; idem pour les châteaux d'eau dits « Totem » de Marne-la-Vallée, visibles à des dizaines de kilomètres à la ronde, et situés sur la ZTD de Champs-sur-Marne. Il est à noter que si le relai de Coulommiers n'a jamais servi à couvrir des habitants ou locaux professionnels de la zone AMII, le site WiMax de Champs-sur-Marne a permis de raccorder, avant l'implantation de NRA ZO par la collectivité départementale, quelques locaux professionnels et particuliers que l'opérateur Numéricable refusait de raccorder à son réseau câblé. Qui pourrait soutenir demain devant un particulier ou un professionnel situé en zone AMII mais non raccordable au FttH, qu'une solution technique pourtant disponible lui est inaccessible (et qu'accessoirement rien ne peut être entrepris par la puissance publique pour obliger les opérateurs privés à les raccorder en FttH) ?
- L'AVICCA estime que cette précaution est inutile et contreproductive ; un réseau THD radio, aussi performant soit-il, ne fera jamais d'ombre à un réseau FttH. L'érosion déjà constatée en son temps de la commercialisation du WiMax par de petits opérateurs commerciaux, en présence d'offres non sollicitées de haut débit sur DSL (par exemple après opérations de modernisation d'Orange sur fonds propres de son réseau cuivre sur les communes couvertes en WiMax) commercialisées elles par un ou plusieurs OCEN, n'en sera que plus forte en présence d'offres THD de type FttH (également commercialisées en zone AMII ou en ZTD par des OCEN).

Il convient donc de pouvoir garder beaucoup de souplesse s'agissant de la notion de « zone ou les réseaux filaires THD ne seront pas disponibles à court ou moyen terme » ne serait-ce qu'au vu des délais de complétude (les 5 ans sont-ils seulement respectés actuellement ?) mais également de migration des abonnés à la 4G fixe pour migrer vers des offres reposant sur le FttH (personne raccordable à la demande, sur autorisation, etc.). De fait, il apparaît le régime dérogatoire envisagé par l'ARCEP devrait être très fréquemment – voire systématiquement – sollicité.

Obligations de déploiement et d'utilisation effective des fréquences

L'AVICCA s'interroge sur l'exigence d'une disponibilité du service THD pendant 95% du temps au regard de ce qui est demandé sur le filaire. L'AVICCA ne demande pas nécessairement de diminuer cette exigence s'agissant du THD radio, mais plutôt d'aligner les exigences des réseaux fixes sur ce niveau de qualité de service.

L'AVICCA souhaite que la construction de 10 sites minimum puisse être ponctuellement abordée avec souplesse. Il n'est pas à exclure qu'en réponse à la fixation de l'objectif 2020 du nouveau Gouvernement, certaines collectivités puissent être amenées à construire ex nihilo un nouveau réseau radio ; dans ce cadre, la limitation à 10 stations minimum pourrait être une contrainte importante. Cette limitation pourrait de même ne pas convenir à un territoire ayant une zone délimitée et réduite de son territoire à couvrir en THD radio.

L'AVICCA note qu'il ne sera pas aisé de répondre à l'obligation d'arrêter l'utilisation d'émettre sur une zone donnée lorsque des solutions filaires THD sont disponibles. Il peut rester des zones durablement non couvertes sur une zone donnée, donc de facto, nécessité de continuer à délivrer un service même si la zone est majoritairement couverte. Par ailleurs, une telle obligation s'entend-elle également en présence de THD cuivre ?

L'AVICCA souhaite que l'extinction se fasse progressivement de manière concertée avec les collectivités porteuses du RIP, et que la notion de complétude de couverture en FttH d'une zone arrière de BTS soit un préalable à toute obligation d'extinction.

Redevances

L'AVICCA note que les redevances sont faibles dans l'absolu, mais représentent malgré tout une charge supplémentaire qu'il convient de limiter le plus possible. Les nombreuses opérations de montée en débit cuivre génèrent déjà suffisamment de charges de fonctionnement pour les RIP qui ont opté pour cette solution, pour ne pas avoir à en rajouter via la montée en débit hertzienne.

Instruction des demandes reçues et préservation de l'intérêt public

L'AVICCA s'inquiète de ce qu'un tiers, souhaitant entraver voire bloquer l'action publique, pourrait aisément bloquer la procédure, sans possibilité de recours avant 12 mois (§ 3.3.1). Le temps joue contre les RIP, et cela, certains acteurs l'ont parfaitement inscrit dans leur stratégie. Aussi l'AVICCA suggère-t-elle à l'ARCEP de prévoir la possibilité de sanctionner des manœuvres de ce type, et pas seulement de récupérer les licences indûment préemptées.

L'Autorité pourrait ainsi prévoir des mesures conservatoires spécifiques envers des demandes d'un même acteur portant sur des départements de plus d'une région par exemple ; il pourrait être également prévu que, afin de limiter le risque de préemption du territoire par un seul acteur (directement ou via ses filiales), il ne soit pas possible de solliciter des fréquences sur plus de X départements et/ou régions à la fois, et d'avoir respecté ses premières obligations avant de demander des fréquences sur un nouveau territoire.

De nombreux réseaux ont été ou seront mis en œuvre par les RIP via une modernisation de réseaux existants, servant déjà à délivrer du haut débit fixe. L'attribution de nouvelles fréquences devraient inclure un critère de type « garantie de réalisation dans les délais les plus rapides ».

Enfin, comme indiqué en préambule, l'AVICCA insiste sur l'urgence d'ouvrir au plus vite le guichet, afin que les RIP puissent déployer dans les meilleurs délais leurs réseaux radio THD. De même, si les documents administratifs demandés ne posent pas de problèmes particuliers, une simplification serait très appréciée afin d'accélérer le calendrier.